

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
ET EUROPEENNES**

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Brigitte MARTEL
E-mail : @loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.95
Dossier n° 876166

**Le Préfet de la Loire,
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Opération n° 20042619

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 2004 réglementant les activités de tissage exercées par la **S.A. PEYRAVERNEY SAINT-PIERRE** dans ses installations sises sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DE-BOEUF - "La Bascule" - R.N. 86 ;

VU le mémoire de cessation d'activités PS 1341 de juillet 2004 comprenant un diagnostic initial de la qualité des sols réalisé par SOCOTEC et transmis par **Maître TORELLI FRÉDÉRIC**, **mandataire liquidateur de la société susvisée**, désigné en cette qualité par jugement du Tribunal de Commerce d'AUBENAS du 18 décembre 2001 ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 16 novembre 2004 constatant que des produits dangereux et des déchets sont présents sur le site et qu'il convient de les faire éliminer ainsi que prévu à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure Maître TORELLI FRÉDÉRIC de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Maître TORELLI FRÉDÉRIC mandataire liquidateur de la S.A. PEYRAVERNEY SAINT-PIERRE est mis en demeure de faire procéder **sous 3 mois** à l'évacuation et à l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site des installations qu'exploitait la dite société à SAINT-PIERRE-DE-BOEUF - "La Bascule".

Ces produits et déchets sont répertoriés dans le mémoire de cessation d'activité de juillet 2003.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : M. le secrétaire général M. le Maire de SAINT-PIERRE-DE-BOEUF et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 23 novembre 2004

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Jean-Luc MARX

Ampliation adressée à :

- Maître TORELLI FRÉDÉRIC

1b rue Renée Grimaud

07200 AUBENAS

- Monsieur le maire de SAINT-PIERRE-DE-BOEUF

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono